



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern

Veröffentlicht am 3. November 2016

500 Jahre Reformation

Bern, 3.11.2016 - Rede von Bundesrat Berset anlässlich des Starts der Jubiläumsfeierlichkeiten zu 500 Jahren Reformation – Es gilt das gesprochene Wort

Je ne sais pas ce que Calvin ou Zwingli diraient s'ils savaient que c'est un conseiller fédéral catholique qui prend la parole pour les 500 ans de la Réforme. Ils seraient certainement « surpris ». Oui, c'est un euphémisme. Mais comme vous le savez, nous nous exprimons toujours prudemment au Conseil fédéral. Cela dit, c'est certainement un autre aspect de l'actualité que les réformateurs trouveraient encore plus « surprenant ».

Car ils se sont longuement penchés sur les fondements d'une économie équitable. Et notamment sur la question de l'intérêt qu'un créancier devrait percevoir. Un taux de 5% leur paraissait approprié. Réfléchir à ce que Calvin penserait d'un taux négatif dépasse tout simplement les limites de mon imagination...

La Réforme est l'un des événements majeurs de notre Histoire : sa dynamique spirituelle, culturelle, sociale et politique a marqué de son empreinte de nombreuses régions du monde depuis maintenant un demi-millénaire. La Réforme a en effet entraîné une réorganisation de fond de l'Eglise, bien sûr, mais aussi de la politique, de la société et de l'économie. Par la valeur qu'elle attribue à chaque personne, la Réforme s'est attachée à promouvoir l'autonomie de l'individu et son pendant : l'éducation. Elle a ainsi jeté les bases permettant à l'esprit des Lumières de s'épanouir, deux siècles plus tard.

A noter que la Réforme n'a pas été le seul moteur de l'évolution vers l'âge moderne. Au XVIIIe siècle, le catholicisme a aussi connu sa réforme, « les Lumières catholiques », dont la vitalité s'est aussi démontrée lors du deuxième concile œcuménique du Vatican, il y a plus de cinquante ans. Il n'en reste pas moins que la Réforme est l'un des piliers de notre monde moderne, avec l'État de droit et les droits humains. 500 ans plus tard, on pourrait imaginer que ces principes se sont largement diffusés et relèvent désormais de l'évidence. Malheureusement, il n'en est rien.

La Réforme est plus – bien plus ! – qu'un tournant dans l'histoire de l'Eglise. Pour le dire avec les mots de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse : « La Réforme est aussi importante pour les réformés que pour les autres confessions et les athées. C'est pourquoi il faut absolument s'intéresser à ce moment historique. La Réforme n'appartient pas qu'à l'Eglise réformée. »

Il est en effet primordial de fêter le 500e anniversaire de la Réforme de manière œcuménique. En étant conscients qu'entre protestants et catholiques, il y a beaucoup plus de ponts que de fossés. Aujourd'hui comme par le passé.

Notre pays a joué un rôle décisif dans l'histoire de la Réforme. Une fois n'est pas coutume, la Suisse n'a pas seulement été touchée par une évolution européenne fondamentale. Elle n'a pas seulement été frappée par l'onde de choc de ce tremblement de terre spirituel et social : elle en a clairement été l'épicentre. Et plus précisément à Genève et à Zurich, avec Jean Calvin et Huldrych Zwingli, deux des trois grands réformateurs. Sans oublier le successeur de Zwingli, Heinrich Bullinger. Natif du Toggenburg, il a publié à Zurich un recueil de sermons qui a été diffusé bien au-delà des frontières européennes. Et il s'est mis d'accord avec Calvin sur de nombreux points dogmatiques dans le consensus de Zurich (Consensus Tigurinus) de 1549, aidant ainsi au rapprochement entre l'Ancienne Confédération et Genève. L'aboutissement de ce consensus est une performance que je tiens à saluer. Même s'il s'agissait à l'époque de se mettre d'accord sur la Cène et non sur l'enseignement précoce du français...

La liberté de l'individu, qui est au cœur de la pensée de la Réforme, a profondément marqué la Suisse et son système politique en influençant sa culture démocratique.

Nous vivons dans un pays qui s'est bâti politiquement du bas vers le haut. Dans un pays très attaché à éviter la concentration des pouvoirs et l'ingérence

La liberté est un grand mot. Qui, pour devenir réalité, a besoin d'une société qui prenne au sérieux les questions d'égalité des chances et de justice sociale. Tout particulièrement à une époque où les injustices augmentent, DANS les sociétés, mais aussi ENTRE les sociétés. Sans ce fondement d'égalité et de justice, la liberté sera certes un grand mot, mais un vain mot.

La liberté va au-delà de la liberté de l'individu.

Le protestantisme comporte d'ailleurs aussi une éthique sociale élaborée. Calvin défendait le droit à la propriété, mais en réclamant une répartition équitable des terres. L'historien suisse des religions Emidio Campi en est convaincu : « Calvin aurait combattu avec détermination tout système fondé qui accepterait l'injustice sociale en la considérant comme inévitable. Car à ses yeux, l'injustice sociale est une offense au créateur. »

La justice sociale était aussi au cœur de la pensée de Huldrych Zwingli. Grâce à son ordonnance concernant la charité de 1525, le devoir d'aider les pauvres et les malades n'a plus seulement incombé à l'Eglise, mais aussi à l'Etat. Calvin comme Zwingli s'engagèrent activement pour ce que l'on qualifierait aujourd'hui d'économie sociale de marché.

Je citerai donc une nouvelle fois la Fédération des Eglises protestantes de Suisse : « L'Etat de droit moderne a été façonné par la Réforme, tant au niveau juridique que social. » Aujourd'hui, la sécurité sociale garantie par l'Etat n'a rien perdu de son importance. Bien au contraire.

A l'heure de la mondialisation, l'inclusion sociale de tous ceux que l'intégration planétaire exclut, menace ou désécurise est un devoir moral.

Mais c'est aussi une stratégie politique pertinente pour préserver la cohésion sociale... et pour ne pas se retrouver dans la situation de la Grande-Bretagne dernièrement, où le passage aux urnes a tourné au règlement de comptes entre les gagnants et les perdants de la mondialisation.

A quoi devrait ressembler un ordre économique juste ? L'urgence de la question est la même qu'au XVI^e siècle. En leur temps, les réformateurs, notamment Calvin, avaient déjà souligné l'importance de la juste mesure dans la vie économique. C'est un message qui, cinq siècles plus tard, reste d'une actualité brûlante.

Ce qui fait la force de la Suisse, c'est la combinaison entre compétitivité et équilibre social. Une combinaison éminemment protestante, car elle découle de cette double ambition des réformateurs : renforcer la liberté de l'individu et promouvoir le « bien commun », lequel va bien au-delà de la distribution d'aumônes.

L'anniversaire que nous fêtons aujourd'hui est une célébration à vocation œcuménique. Cela veut aussi dire qu'il convient de rappeler les zones d'ombre de la Réforme. Les protestants aussi ont brûlé des sorcières. Les protestants aussi – en particulier Luther dans son œuvre tardive – ont voué une hostilité radicale à la religion juive. Parmi les zones d'ombre, on peut aussi citer l'iconoclasme – la destruction systématique de l'art sacré... et le décalage culturel du protestantisme par rapport au mouvement artistique baroque qui a accompagné le catholicisme au XVIIe siècle.

Les partisans de la Réforme se sont en outre montrés – avec les catholiques – extrêmement violents à l'égard des anabaptistes, pour lesquels la Réforme de Zwingli n'allait pas assez loin. Sans oublier que ni Luther ni Zwingli n'étaient des modèles de tolérance : ils se voyaient comme des « prophètes » et seule leur conception de la foi trouvait grâce à leurs yeux. Enfin, il convient de rappeler – tout particulièrement maintenant – que Réforme et Contre-Réforme ont été l'une des causes de la Guerre de Trente ans, une véritable catastrophe pour le continent.

Autrement dit, la Réforme a certes été la condition sine qua non des Lumières et de la Modernité. Mais son histoire montre aussi que même une force qui place la dignité de l'être humain au cœur des préoccupations n'est PAS à l'abri d'un fondamentalisme destructeur.

Die Reformation erinnert uns daran, wie stark Europa verbunden ist durch die grossen kulturellen, gesellschaftlichen und politischen Bewegungen der Geschichte. Das hat heute Aktualität, in einer Zeit, wo das Gespenst der Renationalisierung umgeht in Europa. Die Schweiz – stets verflochten und stets sich abgrenzend – kann natürlich nur verstanden werden als Teil dieser transnationalen Geschichte.

Das zeigt nicht zuletzt die starke Einwanderung von Protestanten – Hugenotten, aber auch Lutheraner und Anglikaner – die ihren Glauben zuhause nicht ausüben durften und die in der Schweiz Freiheit und Zuflucht fanden. Diese Glaubensflüchtlinge verdankten unserem Land viel – und unser Land verdankt ihnen viel. Die Schweiz wäre ärmer ohne sie – sowohl kulturell als auch wirtschaftlich.

Ein unvoreingenommener Blick vergegenwärtigt uns auch unsere wohl grösste historische Leistung: Dass wir durch alle diese Jahrhunderte zusammen geblieben sind. Und dies trotz gewaltiger Fliehkräfte, seien sie kulturell, sprachlich, politisch, sozial – oder eben religiös.

Die Schweiz hat diese enormen Spannungen immer wieder überwunden. Wir haben, auch daran gilt es heute zu erinnern, früher als andere gelernt, mit Andersgläubigen zusammenzuarbeiten und zusammenzuleben. Ein wirklicher zivilisatorischer Fortschritt!

Was uns dabei half, war die grosse Nähe zwischen Katholiken und Protestanten in der konfessionell zersplitterten Eidgenossenschaft. Diese Nähe erzeugte Spannungen, aber sie erhöhte eben auch den Druck, für beide Seiten akzeptable Lösungen zu finden. Man fand pragmatische Lösungen, zum Beispiel von beiden Konfessionen genutzte sogenannte „Simultankirchen“. Ein Begriff, der den ökumenischen Gedanken auf hübsche Art vorwegnimmt.

Pragmatisch ging man auch nach der Schlacht bei Kappel 1531 vor. Sieger und Verlierer einigten sich darauf, die Frage der religiösen Wahrheit auszuklammern, weil keine Aussicht auf Verständigung bestand. Dafür einigte man sich auf einen modus vivendi, der die friedliche Koexistenz der beiden Glaubensauffassungen zuließ. Bezeichnenderweise heissen die Regelungen der Eidgenossen nach den konfessionellen Kriegen 1531, 1656 und 1712 „Landfrieden“. Sie stellten gegenseitige Beschimpfungen als Störungen des Friedens unter Strafe.

Entscheidend für die erfolgreiche Entwicklung unseres Landes war auch die Tatsache, dass die konfessionellen Grenzen nicht mit dem Stadt-Land-Gegensatz zusammenfielen. Eine solche Kongruenz hätte die Alte Eidgenossenschaft wohl kaum überstanden. Wir hatten – und haben bis heute – das Glück grosser Unübersichtlichkeit, die eine Einteilung in Freund und Feind a priori verunmöglicht.

Face à la complexité culturelle et confessionnelle de notre société, nous devons rester vigilants. Car si la Suisse est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, c'est aussi parce que nous avons toujours su travailler à notre cohésion. C'est parce que nous avons toujours dû et su trouver le chemin vers l'autre.

Je suis convaincu que cet engagement autour du vivre ensemble continuera à nous réussir. Pour autant que nous continuions à nous poser les bonnes questions :
Comment se portent les minorités ?
Comment se comportent ceux qui ont le pouvoir ?
Comment aider les plus vulnérables ?

Cette culture de la considération pour l'autre et de la souveraineté pour tous puise largement dans l'héritage de la Réforme. A cet égard, les 500 ans de la Réforme que nous fêtons aujourd'hui sont aussi une piqûre de rappel bienvenue. Pour nous tous, indépendamment de notre confession.
« Hors le vivre ensemble, point de salut ».

Ne l'oublions pas.

Adresse für Rückfragen

Nicole Lamon, Kommunikationschefin EDI, Tel. +41 78 756 44 49

Herausgeber

Generalsekretariat EDI

www.edi.admin.ch

Themen

Behörden

Bundesrat